**A son Excellence, Monsieur …………………………………**

 **du Mali**

**Objet** : justice pour les paysans de San, victimes de bavures administratives et policières

***Monsieur l’Ambassadeur,***

Je m’adresse à vous, en tant que ………………, pour protester contre les actes de violence commis par la Gendarmerie de San au Mali. Deux paysans du village de Zémésso dans la Commune de Djéguena, sous-préfecture de San, ont été tués les 11 et 17 décembre 2017 par la gendarmerie.

En effet, un terrible conflit foncier perdure dans les sept villages de San depuis 2011. Les préfets qui s’y succèdent, perpétuent en toute impunité une décision illégale d’attribution de plus de 8 000 ha de terres rizicoles et empêchent les paysans de travailler leurs terres ; illégalité confirmée par le jugement n°318 du 25 août 2016 du Tribunal Administratif de Bamako qui condamne le Préfet pour excès de pouvoir.

Pour rappel des faits, le 24 juillet 2011, un jeune paysan, Kassoum Coulibaly du village de Dinso, a été torturé à mort par les gendarmes de San. Il y eut aussi une quarantaine de paysans emprisonnés, des maisons et des greniers brûlés...

Le 11 décembre 2017, la même gendarmerie de San est intervenue à Zémésso pour stopper les paysans qui voulaient aller récolter leur riz. Un gendarme a mortellement touché par balle Gaoussou Diarra, âgé de 73 ans, brusquement écroulé alors qu’il tentait d’apaiser les tensions.

Le 17 décembre 2017, Yacouba Yerenè est mort suite à la torture de cette même gendarmerie.

Kassim Coulibaly, Gaoussou Diarra et Yacouba Yerenè sont des paysans morts pour avoir défendu leur droit à travailler leurs champs. Droit qui a été reconnu par la justice malienne.

Le 10 janvier 2018 le juge de siège de San a fait emprisonner 5 paysans dans ce même dossier accaparement de terre dans la commune de N’GOUA et de Djéguena.

Au regard de ce qui précède, je proteste contre ces violences policières incompréhensibles et inadmissibles et contre les dérives administratives de San et demande à ce que la justice soit faite et respectée.

Comptant sur votre intervention pour stopper ces bavures administratives et policières dans un Mali en quête de stabilité et de quiétude sociale, recevez, Monsieur.............…. mes respectueuses salutations.